ASSURER UN FINANCEMENT CLIMATIQUE EFFICACE

Indicateurs clés de la *qualité* du financement climatique du Canada

En 2021, le Canada a annoncé le doublement de son financement climatique, soit 5,3 milliards de dollars[1] sur cinq ans (2021/22-2025/26) comparativement à son engagement précédent de 2,65 milliards de dollars (2015-21), et un nouveau cadre de financement climatique. Bien que l'augmentation du montant de ce financement climatique soit une bonne nouvelle, il en faut encore beaucoup plus pour atteindre la juste part du Canada. La capacité du Canada à respecter ses priorités nationales et ses obligations internationales dépend non seulement de la quantité, mais aussi de la *qualité* de ce financement climatique. Un financement climatique de qualité, par exemple, donne la priorité aux pays et aux communautés vulnérables, fait progresser l'égalité des genres, soutient de manière adéquate l'adaptation et engage une diversité de partenaires. Si le Canada veut atteindre ses objectifs en matière de financement climatique et faire preuve de leadership au niveau mondial face à la crise climatique, il doit s'assurer que ces indicateurs de qualité soient respectés.

Donner la priorité aux personnes les plus vulnérables

L'OBJECTIF DU CANADA

« L'un des objectifs de l'engagement de 5,3 milliards de dollars pour le financement climatique est de faire progresser l'action climatique de nature féministe qui soutient les plus pauvres et les plus vulnérables ... reconnaissant qu'ils-elles ont également un rôle essentiel à jouer en matière d'atténuation et d'adaptation[2] ». Le Canada cherche à faire appel à « l'expérience et aux connaissances de toutes les parties prenantes, y compris des groupes marginalisés et vulnérables. Ces parties prenantes comprennent, sans s'y limiter, les peuples autochtones, les organisations locales, les organisations de défense des droits des femmes et les collectivités locales. Le Canada cherchera à faire entendre la voix des personnes marginalisées et à promouvoir les possibilités pour ces personnes d'exercer un leadership accru et de jouer un plus grand rôle dans la prise de décisions. »

LEÇONS DU PASSÉ

De 2015 à 2020, le Canada ne disposait pas de stratégie spécifique pour apporter un soutien aux personnes les plus vulnérables. Dans l'engagement du Canada de 2,65 milliards de dollars, 22 % du financement a été alloué aux pays les moins avancés (PMA), tandis que 32 % a été alloué aux pays à revenu intermédiaire supérieur[3]. Les petits États insulaires en développement (PEID) n'ont reçu que 5,3 % du financement total[4].

[1] Tous lesmontants sont dollars canadiens, sauf indication contraire
[2] Gouvernement du Canada. 2022. Le financement climatique du Canada pour les pays en développement https://www.international.gc.ca/world-monde/funding-financement/climate-developing-countries-climatique-pays-developpement.aspx?lang=fra
[3] Les affectations sont fondées sur la liste des bénéficiaires de l'ADO du CMV de 2021. Cette liste est à son tour basée sur les critères de la Banque mondiale pour les pays à faible revenu (LICs), les pays à revenu intermédiaire de la partie inférieure (PRFI) et les pays à revenu intermédiaire de la partie supérieure (UMICs). Parmi les pays à faible revenu, la liste du CAD identifie les 46 pays les moins avancés (PMA) qui ont été créés par les Nations Unies. En 2021, deux pays à faible revenu (la République démocratique de Corée et le Zimbabwe) ne figuraient pas parmi les 46 PMA. https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/DAC-List-ODA-Recipients-for-reporting-2021-flows.pdf
[4] Les PEID constituent un groupe distinct de pays en développement à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en juin 1992. Les PEID comprennent des pays de tous les groupes de revenu de la Banque mondiale. https://www.un.org/ohrlls/content/list-sids

Grâce à l'adoption de pratiques agronomiques intelligentes face au climat et d'agriculture de conservation, des agriculteurs-trices de Bayan Ulgii, Mongolie, peuvent cultiver de petites surfaces tout en obtenant de grandes récoltes. Bayan Ulgii connaît un climat désertique d'influence subarctique avec de longs hivers, très secs et très froids, ainsi que des étés courts et chauds.
(Photo : ADRA Canada/Frank Spangler)

Seulement 4,6 % du financement de l'ensemble des projets liés à la promesse de 2,65 milliards de dollars est allé à la société civile, à travers des partenariats fiables avec les personnes les plus touchées, démontrant une capacité à rejoindre les populations vulnérables aux effets des changements climatiques, notamment les femmes et les filles, ainsi qu'une expertise à fournir des solutions d'adaptation et d'atténuation climatiques adaptées localement.

Le financement direct des organisations de la société civile (OSC) basées dans les pays du Sud ne ressort pas dans le financement climatique du Canada. Parmi les OSC basées à l'étranger directement soutenues par Affaires mondiales Canada, une seule (BRAC) était basée dans un pays en développement.

Il est essentiel que le financement climatique soit un montant additionnel par rapport aux autres utilisations de l'aide internationale du Canada. Toutefois, en l'absence d'un cadre financier global transparent pour les 5,3 milliards de dollars du financement climatique du Canada par rapport à son allocation budgétaire dans l'enveloppe de l'aide internationale (EAI), l'additionnalité n'est pas perceptible. Parallèlement, la part du financement climatique dans l'aide publique au développement (APD) bilatérale du Canada a augmenté de la moyenne de 2016 à 2019 qui était de 7,9% jusqu'à 11,3 % en 2020. Il n'est donc pas clair si le Canada profite d'autres besoins de développement essentiels pour financer ses engagements climatiques.

ASSURER UN FINANCEMENT CLIMATIQUE

- Cibler les groupes et les pays vulnérables, dont les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, et les contextes fragiles, et plus particulièrement les peuples autochtones, les femmes et les filles, les personnes vivant dans la pauvreté et les populations marginalisées n'ayant pas les ressources nécessaires pour faire face aux impacts climatiques disproportionnés qu'elles subissent.
- Augmenter le financement pour l'adaptation par le biais des OSC locales, particulièrement celles qui sont dirigées par, et qui sont plus proches des communautés vulnérables affectées de manière disproportionnée par les effets des changements climatique, et qui proposent des solutions pertinentes au niveau local.
- Définir des plans fiscaux transparents et pluriannuels pour le financement climatique comme un domaine distinct de l'enveloppe de l'aide internationale (afin de mesurer l'additionnalité).
- Contrôler, évaluer et publier systématiquement la façon dont le financement climatique du Canada « soutient les plus pauvres et les plus vulnérables ».

Authentifier l'engagement à atteindre l'égalité des genres

L'OBJECTIF DU CANADA

Soutenir et développer le leadership et la prise de décision des femmes dans l'action climatique, en veillant à ce qu'au moins 80% des projets climatiques intègrent l'égalité des genres, conformément à la Politique d'aide internationale féministe (PAIF)[2].

LEÇONS DU PASSÉ

Indicateurs de genre du Comité d'aide au développement (CAD)[5]	**Financement climatique du Canada Cumulatif de 2016/17 à 2020/21**
Pas d'objectif d'égalité des genres	4,9%
Au moins un objectif d'égalité des genres (l'égalité des genres est « significative »)	94,7%
L'égalité des genres est l'objectif principal (l'égalité des genres est « centrale »)	0,4%

Bien que le Canada soit un chef de file mondial dans l'intégration de l'égalité des genres dans son financement climatique, il n'est pas possible d'évaluer dans quelle mesure l'égalité des genres, en tant qu'objectif parmi plusieurs autres (« but significatif »), a une incidence réelle sur l'égalité des genres dans les résultats des projets.

Alors que la quasi-totalité des 2,65 milliards de dollars promis par le Canada avaient au moins un objectif d'égalité des genres, moins de 0,5 % avaient l'égalité des genres comme objectif principal. De tels projets devraient activement remettre en question et aborder les inégalités de genre, ne pas mener à des violations des droits des femmes ou à la destruction de l'environnement, et souvent financer des organisations de défense des droits des femmes dans toute leur diversité, en particulier celles dirigées par des groupes historiquement exclus qui sont touchés de manière disproportionnée par les changements climatiques tout en étant en première ligne de l'action climatique[6]. En outre, aucun projet n'a apporté un soutien direct aux organisations de défense des droits des femmes dans le cadre de l'engagement de 2,65 milliards de dollars.

ASSURER UN FINANCEMENT CLIMATIQUE EFFICACE

- Augmenter le financement de programmes dont l'égalité des genres est l'objectif principal à un minimum de 15% de l'engagement total de 5,3 milliards de dollars[7].
- Mener et publier des évaluations indépendantes du niveau de l'égalité des genres atteint grâce à des projets de financement climatique, en se concentrant en particulier sur ceux où l'égalité des genres est un objectif parmi d'autres.
- Rendre le financement climatique accessible aux organisations de défense des droits des femmes des pays du Sud, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organisations de la société civile canadienne ou provenant des pays du Sud et ayant des mécanismes pour rejoindre ces organisations.
- Renforcer l'analyse de genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des initiatives d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

[5] Comité d'aide au développement de l'OCDE. 2019. Le marqueur de la politique d'égalité des genres du CAD - OCDE. https://search.oecd.org/dac/gender-development/thedacgenderequalitypolicymarker.htm
[6] Alliance mondiale pour l'action verte et de genre. 2021. https://gaggaalliance.org/wp-content/uploads/2021/11/GAGGA_Call-to-Action_Nov-2021.pdf
[7] Cet objectif contribue aux engagements pris par le Canada dans le cadre du PAIM d'allouer au moins 15 % de l'APD canadienne à des projets dont l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont le but et l'objectif principaux.

L'objectif de la formation THRIVE (*Towards Holistic Resilience of Vulnerable Environment*/Vers une résilience holistique de l'environnement vulnérable) d'ACTED est de doter les femmes du secteur d'outils et de connaissances pour les aider à modifier leurs pratiques agricoles pour mieux s'adapter et atténuer les effets du changement climatique, ainsi que pour faciliter leur participation active au sein des chaînes de valeur agricoles. (Photo : ACTED)

L'initiative *Pedalling with Purpose* (Pédaler avec un Objectif) de CDF Canada aide les communautés coopératives des zones rurales du Kenya à avoir accès à des bicyclettes. Cela permet aux agriculteurs-trices d'être plus résilient-e-s face aux changements climatiques tout en économisant de l'argent sur le transport, en réduisant les émissions de carbone et en renforçant l'autonomie des femmes, qui ont tendance à porter tout le poids des responsabilités familiales. (Photo : CDF)

Accroître le soutien à l'adaptation

L'Accord de Paris appelle les pays à atteindre un équilibre dans les ressources d'adaptation et d'atténuation.

L'OBJECTIF DU CANADA

Le Canada appuie « l'aide aux collectivités les plus pauvres et les plus vulnérables à renforcer leur résilience aux effets des changements climatiques ». Dans le cadre de son engagement de 5,3 milliards de dollars, le Canada allouera au moins 40 % du financement à des projets d'adaptation aux changements climatiques[2].

Cet engagement se traduira par un minimum de 2,1 milliards de dollars engagés dans des projet pour l'adaptation au cours des cinq années (2021/22-2025/26), contre 840 millions de dollars engagés lors du quinquennat précédent. Si cet objectif est atteint, le Canada aura augmenté ses engagements en matière d'adaptation de plus de 150 % entre ces deux périodes de cinq ans.

LEÇONS DU PASSÉ

Dans l'engagement de 2,65 milliards de dollars :

- 36 % du financement climatique est allé à l'adaptation (64 % à l'atténuation)
- Seulement 34 % des engagements en matière d'adaptation étaient destinés aux PMA et aux PEID
- Les prêts ont constitué 54 % du financement de l'adaptation du Canada

ASSURER UN FINANCEMENT CLIMATIQUE EFFICACE

- Augmenter le financement de l'adaptation à au moins 50 % de l'engagement de 5,3 milliards de dollars.
- Augmenter le financement sous forme de subventions pour les plus vulnérables (et réduire considérablement le recours aux prêts, qui ne font qu'alourdir le fardeau de la dette des pays vulnérables).

Le Canada fait partie d'une minorité de fournisseurs du CAD qui ont contribué beaucoup moins de 50 % de leur financement bilatéral de la lutte contre les changements climatiques à l'adaptation (au cours de la période d'engagement de 2,65 milliards de dollars).

En 2018-2020, le Canada s'est classé au troisième rang des sept fournisseurs du CAD qui ont utilisé les prêts comme modalité de financement climatique, fournissant plus des trois quarts de son financement climatique sous forme de prêts, y compris la majorité de son financement d'adaptation.

Un collectif de petits agriculteurs.trices de Leyte, aux Philippines, photographié avec une récolte d'aubergines et de concombres cultivés de manière biologique. Avec le soutien du CECI, de son partenaire national CONCERN INC et du gouvernement du Canada, les agriculteurs.trices ont pu passer à des pratiques agricoles intelligentes face au climat et reconstruire la sécurité alimentaire et la préparation aux catastrophes de leurs communautés à la suite du typhon Haiyan. (Photo : CECI/Dalal Abdul-Razza)

Mobiliser une diversité de partenaires pour maximiser les résultats

L'OBJECTIF DU CANADA

Le Canada explorera un large éventail de partenariats, notamment avec les peuples autochtones, les collectivités locales, le secteur privé, les organisations de la société civile et le milieu universitaire. Pour répondre aux besoins et aux priorités des pays en développement, le Canada mettra à profit son expertise et ses connaissances établies en matière de changements climatiques et de biodiversité[2].

LEÇONS DU PASSÉ

Allocations de l'engagement climatique de 2,65 milliards de dollars

Banques multilatérales de développement (BMD)	1 463 M$ (54 % des engagements totaux)
Fonds vert pour le climat	350 M$ (12 %)
Fonds international de développement agricole (FIDA)	340 M$ (12 %)
Autres fonds multilatéraux	309 M$ (11 %)
Organisations de la société civile (OSC)	124,4 M$ (4,6 %)
Total multilatéral	2 462,3 M$ (91 %)
Total bilatéral	235,9 M$ (9 %)

En 2020, le Canada a dirigé 88 % de son financement climatique vers des organisations multilatérales, dont 96 % ont été alloués aux banques multilatérales de développement. À titre comparatif, la contribution de l'ensemble des fournisseurs du CAD pour ces mêmes indicateurs étaient respectivement de 47 % et de 20 %

Six fonds spéciaux à l'appui du secteur privé ont été créés auprès des BMD (représentant plus de la moitié de l'engagement de financement climatique de 2,65 milliards de dollars du Canada) pour un total de 1 366 millions de dollars. En tant que fonds de prêts à long terme, seulement 38 % (515 millions de dollars) avaient été alloués aux agents de mise en œuvre finaux des projets en juillet 2022.

Soutien à l'adaptation dans les six fonds des BMD	17%
Allocations aux pays les moins avancés à travers les six fonds des BMD	15%
Pourcentage des fonds des BMD versés à l'agent de mise en œuvre final du projet	38%

Le Canada n'a pas augmenté sa contribution au Fond vert pour le climat (FVC) lors de la première reconstitution. Lors de cette ronde, à 6,09 $US, le Canada s'est classé au 15e rang parmi les 23 donateurs du CAD pour ce qui est de sa générosité au FVC, mesurée en tant que contribution par habitant.

Sur les 48 contributeurs à la mobilisation initiale des ressources et les 34 contributeurs à la première reconstitution du FVC, le Canada et la France sont les deux seuls à apporter des contributions sous forme de prêts.

ASSURER UN FINANCEMENT CLIMATIQUE EFFICACE

- Accroître la diversité des partenaires financiers pour le climat afin que les fonds soient versés plus rapidement aux responsables de la mise en œuvre des projets sur le terrain et qu'ils parviennent à ceux qui en ont le plus besoin.
- Augmenter à la fois l'engagement total, ainsi que l'engagement basé sur des subventions au FVC dans le cadre du deuxième processus de reconstitution, tout en continuant à réformer ses pratiques, notamment en ciblant plus spécifiquement les populations vulnérables aux effets des changements climatiques, en réduisant les obstacles à l'accès local, en augmentant les programmes ciblés pour l'égalité des genres et en soutenant la mise en œuvre du Plan d'action pour l'égalité des genres.
- Augmenter le soutien au Fonds d'adaptation. La contribution du Canada au fonds principal pour le financement de l'adaptation dans le cadre de la CCNUCC, est très faible, soit 10 millions de dollars (8 millions de dollars américains), comparativement aux 9 autres donateurs bilatéraux énumérés par le Fonds.

Gerald Ndumpa dans sa plantation de maïs à Tharaka Nithi, au Kenya. Gerald a participé à une formation sur l'agriculture de conservation organisée par le Conseil national des églises du Kenya et soutenue par l'Église unie du Canada. Il transmet maintenant ses connaissances à d'autres agriculteurs de sa communauté. (Photo : Canadian Foodgrains Bank/Mwangi Kirubi)

Adapter le leadership canadien au paysage climatique actuel

Avec une sécheresse prolongée dans la Corne de l'Afrique, des inondations épiques au Pakistan et les saccages provoqués par les typhons et cyclones extrêmes dans le monde entier, il est clair que nous faisons face à une crise climatique qui ne peut plus être ignorée. Il est urgent de redoubler d'efforts en matière d'atténuation et d'adaptation afin d'éviter et de réduire d'autres impacts climatiques, alors qu'il est de plus en plus évident que, dans certains cas, il est déjà trop tard; un soutien supplémentaire pour les pertes et les dommages, au-delà du financement de l'adaptation et de l'atténuation, ne peut être évité. Des recherches ont estimé que les coûts des pertes et des dommages augmenteront de façon exponentielle dans les années à venir, passant de 290 à 580 milliards de dollars américains d'ici 2030 à plus de 1 000 milliards de dollars américains d'ici 2040[8].

En tant que multiplicateur de menaces, les changements climatiques ont un impact dévastateur sur les objectifs de développement et sapent des années de progrès. Le monde est en voie de se réchauffer d'environ 3,2 °C d'ici la fin du siècle et les communautés du monde entier sont déjà confrontées aux effets dévastateurs. Bien que ceux et celles qui ont le moins contribué aux changements climatiques soient parmi les plus touché-e-s, personne ne sera exclu des impacts étendus de ces changements, démontrant ainsi notre solidarité mondiale. **Nous devons agir maintenant**.

Jhulantapara est un quartier situé le long de la rivière Sutarkhali dans le district de Khulna au Bangladesh, au nord de la forêt de mangroves des Sundarbans, où de nombreuses maisons sont construites pour être démontées et reconstruites en cas d'érosion de la rivière. Les toilettes de fortune installées sur les berges laissent les déchets humains tomber directement dans la rivière, ce qui entraîne un risque élevé de contamination et de maladie avec les variations du niveau des eaux, comme celles observées ici après le cyclone Amphan. (Photo : WaterAid/DRIK/Habibul Haque)

[8] Évaluation intégrée pour identifier les besoins de financement climatique pour les pertes et les dommages: un examen critique | SpringerLink (en). 2018. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-72026-5_14

Le Canada peut réagir dès maintenant en :

SOUTENANT L'AUGMENTATION DU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION

- Soutenir un texte de décision de la COP27 sur l'augmentation du financement de l'adaptation au-delà d'un doublement avec une feuille de route claire sur la façon dont il sera réalisé et rapporté.
- Contribuer à l'opérationnalisation de l'Objectif mondial en matière d'adaptation en assurant la représentation des groupes vulnérables et marginalisés, en renforçant les capacités des pays en développement et en encourageant les autres parties à élaborer des programmes adaptés à l'ampleur et à l'urgence des besoins actuels.
- Démontrer cette priorité en engageant des fonds nouveaux et additionnels pour l'adaptation, y compris un engagement à fournir 50 % du financement climatique pour l'adaptation.

FAISANT PROGRESSER LE SOUTIEN POUR RÉPONDRE AUX PERTES ET DOMMAGES

- Rapprocher les positions des pays développés et des pays en développement afin de progresser vers un soutien accru pour répondre aux P&D, en plus de l'atténuation et de l'adaptation.
- Soutenir la nécessité d'un financement nouveau et additionnel sous forme de subventions pour répondre aux P&D, par l'entremise de sources existantes et de sources nouvelles et novatrices, fondées sur les besoins, adéquates et prévisibles.
- Présenter la vision du Canada pour un mécanisme pour répondre aux P&D, tenant compte de l'égalité des genres et axé sur les besoins locaux.
- Démontrer l'engagement à répondre aux P&D en engageant des fonds publics nouveaux et additionnels.

AUGMENTANT LE FINANCEMENT CLIMATIQUE DU CANADA POUR L'ADAPTER AUX BESOINS ACTUELS

- Augmenter le financement climatique à 4 milliards de dollars américains par an (par le biais de canaux bilatéraux, multilatéraux et du secteur privé), ou à 1,8 milliard de dollars américains spécifiquement en fonds bilatéraux annuels, afin de respecter notre juste part de l'engagement de 100 milliards de dollars américains (par rapport à notre économie comparativement à celles des autres pays développés donateurs)[9].

En 2020, le Canada n'a alloué que 2 cents sur chaque 100 $ de sa richesse au financement climatique international.

- S'engager à augmenter l'engagement du Canada en matière de financement climatique conformément aux objectifs collectifs quantifiés, après 2025, d'une manière qui soit fondée sur les besoins et qui réponde aux indicateurs de qualité décrits dans ce rapport.
- Arrêter les investissements dans les combustibles fossiles qui ne font qu'amplifier le problème et les besoins de financement futurs. Le Canada devrait offrir des incitatifs pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique d'une manière qui soit conforme à nos objectifs en matière de biodiversité et de résilience des écosystèmes.

[9] Sur les 100 milliards de dollars EU, les pays développés devraient contribuer à hauteur de 66,8 milliards de dollars EU par an (dont 37,3 milliards de dollars EU en tant que fonds de fournisseurs bilatéraux et 29,5 milliards de dollars EU de ressources multilatérales, dont 33,2 milliards de dollars EU à mobiliser auprès du secteur privé). 3,8 % de l'engagement mondial de 100 milliards de dollars américains (RNB moyen du Canada par rapport aux autres fournisseurs et taux de change de 1,25 dollar américain), la juste part du Canada de 37,3 $US milliard est 1,4 milliard de dollars américains ou 1,8 milliard de dollars canadiens.

Virginia Manuela Pop Pop est une jeune productrice qui participe activement au sein de sa coopérative Santa Monica, R.L. Elle aide ses parents à nettoyer les plantations de cardamome de la famille, en mettant en pratique ce qu'elle a appris dans les champs écoles paysans de SOCODEVI. (Photo : SOCODEVI)

La Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement (C4D) est une coalition d'organisations de développement international et de protection de l'environnement, de consultants et de groupes de réflexion qui travaillent ensemble pour partager leurs connaissances et adopter des mesures concertées pour lutter contre les changement climatique. Chaque année, C4D commande à AidWatch Canada un rapport sur les dernières statistiques relatives au financement climatique du Canada. Les conclusions de ce mémoire sont fondées sur des recherches d'AidWatch Canada et le rapport complet se trouve à l'adresse www.aidwatchcanada.ca/canadian-climate-finance

Canadian Coalition on Climate Change & Development

MEMBRES : AACTED, ADRA, Fondation Aga Khan Canada, Alinea, AidWatch Canada, Association québécoise des organismes de coopération internationale, British Columbia Council for International Cooperation, Climate Action Network Canada, CARE Canada, CECI, Coopération Canada, Fondation de développement coopératif du Canada, SACO-SACO, Réseau canadien pour les maladies tropicales négligées, Développement et Paix, Desjardins, Fonds Égalité, Banque canadienne de grains, Canadian Feed the Children, Canadian Lutheran World Relief, Farm Radio International / Radios Rurales Internationales, Grandmothers Advocacy Network (GRAN), Global Citizen, Jane Goodall Institute Canada, iDE, International Institute for Sustainable Development, Mennonite Central Committee, MEDA, Nobel's Women Initiative, ONE, Oxfam Canada, Oxfam-Québec, Plan International, PWRDF, Presbyterian World Service and Development, REAP-Canada, Save the Children, SOCODEVI, L'Église Unie du Canada, UNICEF Canada, Université des Nations Unies - Institut pour l'eau, l'environnement et la santé, WaterAid, Accord mondial, Renouvellement mondial, Vision mondiale, EUMC

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour accéder à cette note d'orientation, visitez www.climatechangeanddev.ca